

Trois formations de gauche se sont engagées à libéraliser la loi polonaise sur l'avortement durant la prochaine mandature parlementaire.

« *Les femmes polonaises devraient avoir les mêmes droits que les femmes en Allemagne, en Roumanie ou en France* », a déclaré hier la militante féministe Marcelina Zawisza, membre du Conseil national de Razem. Le parti de la gauche radicale polonaise s'est joint à l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) et aux Verts pour défendre ensemble une initiative politique en faveur de la libéralisation de l'avortement lors de la prochaine mandature parlementaire. Les trois formations de gauche se sont engagées à mettre ce sujet au cœur de la campagne des élections législatives de la rentrée prochaine, pour lesquelles elles partiront en ordre dispersé.

« *Les dispositions actuelles sur l'avortement ne pourront être libéralisées dès la prise de fonction des nouveaux députés dans le Sejm* », a tenu à prévenir la porte-parole du SLD, Anna Maria Żukowska. Pour les trois partis, les progrès sur l'interruption volontaire de grossesse passeront nécessairement par une réforme institutionnelle, visant notamment à rééquilibrer la composition du Tribunal constitutionnel, actuellement largement acquis au parti au pouvoir Droit et justice (PiS, ultra-conservateur). « *[Les membres actuels] pourraient déclarer une telle loi inconstitutionnelle, ce qui aggraverait la situation* », a résumé Mme Żukowska, citée par OKO.press.

« Dans la Coalition civique, je sais que c'est un sujet dont nous ne parlerons pas »

La conférence de presse commune du SLD, de Razem et des Verts a étonné par l'absence de deux figures connues pour leur engagement en faveur du droit à l'avortement, Robert Biedroń et Barbara Nowacka. « *Cette réunion s'est organisée rapidement. Il faut demander à Wiosna son avis sur la question* », s'est justifiée la porte-parole du parti, Marcelina Zawisza. Les récentes déclarations de Robert Biedroń durant la campagne des élections européennes montrent que son soutien à l'IVG jusqu'à la douzième semaine de grossesse est toujours d'actualité.

Du côté de Barbara Nowacka, le ton est à la discrétion depuis que son parti Initiative Pologne a rejoint la Coalition civique (KO) - une vaste alliance de centre-droit - en septembre dernier. « *Dans la Coalition civique, je sais que c'est un sujet dont nous ne parlerons pas* », avait-elle reconnu le 17 juin dernier sur Radio Zet. Ses partenaires électoraux de la Plateforme civique (PO) et du Parti paysan (PSL) ne veulent pas modifier la loi en vigueur, afin de ne pas s'aliéner leur électorat traditionnellement conservateur.

Les Polonais plus libéraux que leurs dirigeants

Comme le rappelle OKO.press, l'enquête IPSOS de février 2019 montre que 53% des Polonais pensent qu'une femme devrait avoir le droit de se faire avorter avant la douzième semaine de grossesse, quelles que soient les circonstances.